



ARRÊTÉ

portant autorisation environnementale
d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
SCEA Jean-François ROBERT à Plancoët

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes- d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 au nom de l'EARL ROBERT, modifié le 18 juillet 2011, dont le siège social est situé au lieu-dit « Halouze », l'autorisant à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 3527 places animaux équivalents ;
- Vu** le changement de nom de l'EARL ROBERT en SCEA Jean-François ROBERT le 15 janvier 2018 ;
- Vu** la demande présentée le 23 février 2023, complétée les 07 septembre 2023 et 26 octobre 2023, en vue d'effectuer :
 - la restructuration externe d'un élevage porcin qui comprendra après projet un nouvel effectif de 4 535 animaux équivalents (3 047 emplacements et 1 488 animaux équivalents) ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 15 janvier 2024 ;
- Vu** les avis de la direction départementale des territoires et de la mer du 30 mars 2023 et du 08 janvier 2024 ;
- Vu** les avis du service départemental d'incendie et de secours du 22 mars 2023 et du 08 janvier 2024 ;
- Vu** les avis de l'agence régionale de la santé du 06 mars 2023 et du 14 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 02 février 2024 pour la mise en enquête publique du dossier ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Plancoët, Bourseul, Corseul, Créhen, Pluduno, Saint-Lormel, Saint-Michel-de-Plélan, Saint-Mélor-des-Bois, Plélan-le-Petit ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 mars 2024 au 26 avril 2024 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plancoët pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment l'avis favorable sous réserve de la commissaire-enquêtrice ;
- Vu** la réponse de l'exploitant du 19 juin 2024 à la réserve émise par la commissaire-enquêtrice ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 25 juillet 2024 ;
- Vu** l'envoi en recommandé avec accusé de réception en date du 26 juillet 2024 transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral à la SCEA Jean-François ROBERT, qui précise qu'elle peut faire part de ses observations éventuelles jusqu'au 02 septembre 2024 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 05 septembre 2024 ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que l'élevage est déjà autorisé ;

Considérant que la demande est considérée comme substantielle selon l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

Considérant que les compléments apportés en date du 07 septembre 2023 n'étaient pas recevables ;

Considérant que l'avenant du 26 octobre 2023 a répondu à la demande de complément du 07 mai 2023 ;

Considérant que la MRAE n'a formulé aucune observation sur ce dossier ;

Considérant l'avis de la DDTM ;

Considérant l'avis des communes ;

Considérant l'avis de la commissaire-enquêtrice ;

Considérant la réponse du pétitionnaire à la réserve de la commissaire-enquêtrice ;

Considérant que le projet respecte les meilleures techniques disponibles ;

Considérant que le projet permet de lever la mise en demeure du 02 janvier 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1. - La SCEA Jean-François ROBERT, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Halouze » sur la commune de PLANCOET, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1488 animaux équivalents (A.E.) et 3047 emplacements de porcs de production de 30 kg.

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique | Alinéa | A, E, D | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil de critère | Unité de critère | Volume autorisé | Unité du volume autorisé |
|----------|--------|---------|--|--------------------------|-----------------------------|------------------|--|-----------------|--------------------------|
| 3660 | b) | A | Elevage intensif | Elevage de porcs | Nombre total d'emplacements | b) > 2000 | 1 place = 1 emplacement | 3047 | Emplacements |
| 2102 | 1 | E | Elevage, vente, transit, etc. de porcs | Elevage | Animaux-équivalents | > 450 | Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE | 1488 | AE |

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) :

| Rubrique Alinéa | Régime (*) | Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement | Nature de l'installation | Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales |
|-----------------|------------|--|--------------------------|--|
| 1120-2° | D | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain (m³) et supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an | Forage | 14067 m³/an |
| 2150-2° | D | Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha 2° supérieure à 1ha mais inférieur à 20ha | | 1,51 ha |

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

| Commune | Type d'élevage | Sections | Parcelles |
|--------------------|------------------|----------|-------------|
| PLANCOET | PORCIN | ZH | 30-31-34-35 |
| St MELOIR DES BOIS | Annexes (fosses) | D2 | 339-347 |

2.3. - Effectifs autorisés

| Type de production | Animaux équivalents et/ou emplacements – si rubrique 3660 | Effectif maximum en présence simultanée | Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers) |
|-------------------------------------|---|---|---|
| Truies, verrats, cochettes saillies | AE maternité : 252 AE gestante-verraterie : 870 | 391 | 321 sur lisier 22 sur paille |
| Porcs charcutiers (>30kg) | 2999 | 2999 | 10300 |
| Porcelets | 366 | 1830 | 10550 |
| Quarantaine | 48 | | |

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.2. - Alimentation biphase

3.2.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur de l'environnement les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

4.1. - Répartition de l'élevage

Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé :

→ d'une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ;
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une partie du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 6092 m³ de lisier brut sur les 7475m³ produits correspondant à 30 044 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 6820 kg d'azote organique est épandu sous forme de fumier et ou lisier brut.

→ d'une unité de compostage dont la quantité de matières traitées est de 609 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).

4.2. - Les inspecteurs de l'environnement ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

4.3. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

4.4. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4.5. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués.

4.6. - Débits et flux de pollution

4.6.1. - entrant dans la centrifugeuse

| Lisier brut (ci-après dénommé L1) | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|--------------------------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume | 6092 m3 | 16,7m3 | 20,3m3 |
| N Global | 30044 kg | 82,3kg | 98,8kg |
| P2O5 | 17257 kg | 47,3kg | 56,7kg |
| M.E.S. | 295519 kg | 809,6kg | 971,6kg |

4.6.2. - entrant dans le réacteur biologique

| Lisier centrifugé | Flux annuel maximal | Flux journalier moyen | Flux journalier maximal |
|-------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| Volume | 5065 m3 | 13,9m3 | 16,7m3 |
| N Global | 24035kg | 65,8kg | 79kg |
| P2O5 | 4142kg | 11,3kg | 13,6kg |
| M.E.S. | 116208kg | 318kg | 382kg |

4.7. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

4.7.1. - coproduits à composter

| Résidus organiques | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|--------------------|-------------|-----------------------|
| Tonnage | 609t | 1,67t |
| N Global | 6009kg | 16,5kg |
| P2O5 | 13115kg | 35kg |

4.7.2. - coproduits à épandre

| Lisier centrifugé traité décanté | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|----------------------------------|-------------|-----------------------|
| Volume | 1158m3 | 3,2m3 |
| N Global | 4206kg | 11,5kg |
| P2O5 | 2559kg | 7,0kg |

| Effluent épuré | Flux annuel | Flux journalier moyen |
|----------------|-------------|-----------------------|
| Volume | 4082m3 | 11,2m3 |
| N Global | 1502kg | 4,1kg |
| P2O5 | 1553kg | 4,3kg |

4.7.3. - lisier brut restant à épandre (ci-après dénommé **L2**) :

| Lisier brut restant à épandre (ci-après dénommé L2) | Flux annuel |
|--|-------------|
| Volume | 1383m3 |
| N Global | 6820kg |
| P2O5 | 3917kg |

4.8. - Autosurveillance

4.8.1. - suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse ;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume de lisier brut L2 ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ doivent être réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

4.8.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

4.9. - Autosurveillance : bilan matière

4.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprends au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse ;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes du lisier brut L2 restant à épandre ;
- un bilan des volumes des différents coproduits ;
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K2O) ;
- une analyse du lisier brut L1 et L2 (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier centrifugé non traité par le réacteur (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K2O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans doivent être adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

4.9.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

4.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

4.10. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Prescriptions particulières en matière de stockage, de transfert et d'épandage des coproduits et lisiers bruts

5.1. - Les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 4304 m³.

5.2. - Les résidus organiques sont stockés dans un local couvert de 150 m².

5.3. - Le lisier centrifugé traité décanté est stocké dans une fosse de 1688m³.

5.4. - L'effluent épuré est stocké dans une lagune de 4000 m³.

5.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 685 m³ doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir les accidents de déversement dans le milieu naturel.

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;

5.6. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

5.7. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits sont consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

5.8. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

5.9. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

Article 6 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement

6.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

6.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage doivent être réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

Article 7 : Prescriptions particulières concernant l'unité de compostage

7.1. - Aménagement et fonctionnement des installations

7.1.1. - Généralités

La fabrication des produits est réalisée par une unité de compostage dans un hangar de 150m² ;

7.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage doit traiter les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse, à savoir : 609 tonnes de résidus organiques soit 6009 kg d'azote et 13115 kg de phosphore, produits annuellement (1,67tonnes/jour).

7.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage est réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage est couverte ;
- le système de collecte des écoulements est aménagé ;
- le sol est bétonné et doit être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

7.2. - Conformité des produits

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost du coproduit issu de la centrifugeuse) doivent répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

7.3 - Destination des produits

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt.

7.4. - Traçabilité des produits

L'exploitant doit tenir à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- nature ;
- nom du transporteur ;
- quantité en tonnes et en m³.

À la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- les informations définies ci-dessus ;
- les originaux des bons d'enlèvement ;
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) peuvent être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, l'exploitant doit soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

7.5. - Délais de mise en service – Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus doivent être réalisés dès la mise en œuvre du projet.

L'exploitant avertit le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées est immédiatement prévenu.

Article 8 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

8.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

8.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

8.3. - Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

8.4. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 4000 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

8.5. - L'installation classée doit pouvoir pérenniser une hauteur d'eau en permanence dans la réserve incendie afin de garantir la mise en aspiration de 2 engins de secours

8.6. - Le personnel doit être formé à la conduite à tenir en cas d'incendie et à la manœuvre des moyens de secours

8.7. - Rétention des eaux d'incendie

8.7.1. - Ces rétentions devront être en capacité de contenir l'ensemble des eaux d'extinction du bâtiment concerné.

8.7.2. - L'installation classée doit mettre en place un dispositif de signalisation permettant de connaître les emplacements des vannes. Les vannes devront être accessibles en tous temps.

8.7.3. - L'exploitant doit procéder à des essais réguliers afin de maintenir cet équipement dans un bon état de fonctionnement.

Article 9 : Remise en état - bâtiment désaffecté

L'arrêt de l'atelier porcin sur le site « La Lieurais » à Saint-Méloir-des-Bois doit être effectif dès que le projet d'extension est réalisé sur le site « Halouze » à Plancoët.

Dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt des ateliers concernés :

- les bâtiments doivent être désaffectés, maintenus en bon état et sécurisés ;
- et l'exploitant doit remettre en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les éventuelles cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Article 10 : Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

| Désignation des installations | Rubrique de la nomenclature des installations classées | Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED » | Conclusions sur les meilleures techniques disponibles |
|---|--|---|--|
| Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies | 3660 | 6.6 a) b) ou c) | Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs |

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 11 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

L'exploitant est autorisé à prélever par forages prévus sur la parcelle (coordonnées X:314903, coordonnées Y:6835038) et sur la parcelle ZK n°33, un volume annuel brut de 14067m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ces forages doivent par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 12 : Prescription particulière relative aux fosses du site « La Lieurais » à Saint-Méloir-des-Bois

Les fosses de stockage des lisiers sont conçues, dimensionnées et exploitées de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Elles sont imperméables et maintenues en parfait état d'étanchéité.

Avant la mise en place du projet, un contrôle technique de la fosse doit être effectué par un organisme compétent ou entreprise compétente. Le rapport de ce contrôle doit être envoyé à l'inspection des installations classées. En cas de non conformité, un échancier devra être également envoyé à l'inspection des installations classées informant des mesures mises en œuvres aux fins du retour à la conformité.

Par la suite, un contrôle technique décennal de l'ouvrage doit être effectué.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité.

Le merlon de terre entre les fosses et les plans et cours d'eau doit être mis en place avant le démarrage du projet.

Article 13 : Prescription particulière relative à une campagne de mesure sonore in situ

A l'issue de la première année suivant la mise en place du projet, une campagne de mesure sonore in situ et la production des résultats de cette étude devront être réalisées comme préconisé par l'ARS.

Les résultats devront être envoyés à l'inspection des installations classées ainsi que le cas échéant, un échancier pour le retour à la conformité.

Article 14 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 et l'arrêté préfectoral modificatif du 18 juillet 2011 sont abrogés.

Article 15 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ou si l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 16 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plancoët pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plancoët pendant minimum un mois ;
- adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 17 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN
- d'un recours hiérarchique adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 18 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Plancoët et la directrice départementale par intérim de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Bourseul, Corseul, Créhen, Pluduno, Saint-Lormel, Saint-Michel-de-Plélan, Saint-Méloir-des-Bois, Plélan-le-Petit.

Saint-Brieuc, le **11 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU